

LIVRET N°1

JUILLET 2020



LES TRANSFORMATIONS DU MONDE AGRICOLE ET DE SES ACTEURS

VERS UN NOUVEAU CONTRAT
SOCIAL AVEC LA SOCIÉTÉ

· SOMMAIRE ·

- | 4 | INTRODUCTION
- | 6 | **CHAPITRE 1**
SAVOIR CONSIDÉRER LES NOUVEAUX ÉCOSYSTÈMES SE FAISANT JOUR DANS LE MONDE AGRICOLE ET COMPRENDRE LEURS ATTENTES
- | 10 | **CHAPITRE 2**
SAVOIR APPRÉHENDER ET ANTICIPER LA DISPARITÉ ET L'INSTABILITÉ CROISSANTE DES MARCHES AGRICOLES
- | 14 | **CHAPITRE 3**
PRENDRE EN COMPTE LA COMPOSANTE SOCIALE POUR ENGAGER LE CHANGEMENT
- | 18 | **CHAPITRE 4**
AMÉLIORER L'INTERCOMPRÉHENSION AGRICULTURE-SOCIÉTÉ POUR SOUTENIR LA TRANSITION
- | 22 | **CHAPITRE 5**
ADAPTER LE FORMAT ET LA MISSION DU CONSEIL POUR ACCOMPAGNER CETTE NOUVELLE DYNAMIQUE ENTRE AGRICULTURE ET SOCIÉTÉ
- | 28 | ANNEXES

• INTRODUCTION •

Quels sont les nouveaux termes du contrat social entre le monde agricole et la société ?

Telle est la question dont s'est emparé le GIS Relance agronomique en 2019, en organisant une première série de rencontres autour des transformations du monde agricole.

Pour chaque rencontre, entre trois et cinq témoins ont été invités -agriculteur, expert, chercheur-, croisant les regards et les échelles, du local au global.

Sur la base d'un thème spécifique à chaque rencontre, d'un questionnaire élaboré en amont et d'un entretien préparatoire avec chacun des témoins, ceux-ci ont fait part de leur expérience, de leur point de vue, de leurs convictions. Ce premier temps de la rencontre était suivi d'un échange libre avec les membres du GIS.

* RENCONTRE DU 8 OCTOBRE 2019

Quelles sont les spécificités de l'entreprise agricole par rapport aux activités salariées et entrepreneuriales non agricoles ?

* RENCONTRE DU 5 NOVEMBRE 2019

Quelles sont les organisations collectives ou de service émergentes autour de l'activité agricole ?

* RENCONTRE DU 26 NOVEMBRE 2019

Que sait-on de la manière de construire les arbitrages par rapport aux enjeux ?

* RENCONTRE DU 28 JANVIER 2020

Ce qui fait l'attrait du métier d'agriculteur.

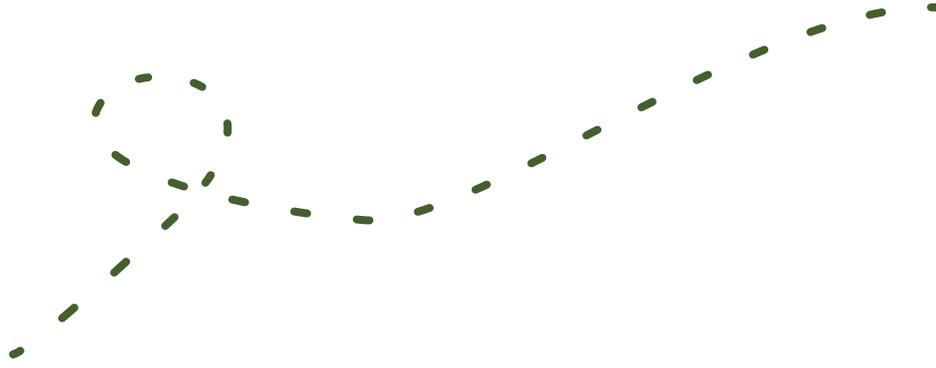
Le présent document est une synthèse des réflexions et questionnements des membres du GIS suite à ces entretiens, organisée autour de **5 CHAPITRES** :

1. Savoir considérer les nouveaux écosystèmes se faisant jour dans le monde agricole et comprendre leurs attentes.
2. Savoir appréhender et anticiper la disparité et l'instabilité croissante des marchés agricoles.
3. Prendre en compte la composante sociale pour engager le changement.
4. Améliorer l'intercompréhension agriculture-société pour soutenir la transition.
5. Adapter le format et la mission du conseil pour accompagner cette nouvelle dynamique entre agriculture et société.

La présentation détaillée des thèmes traités, des témoins invités et des membres du GIS ayant participé à ces rencontres sont en annexe du document.

Il s'agit d'une première étape : une seconde série de rencontres sera organisée fin 2020 ; nous inviterons alors des acteurs de l'aval des filières agricoles, citoyens consommateurs, représentants du monde associatif.

L'enjeu pour les membres du GIS est bien de prendre pleinement la mesure des transformations du monde agricole, pour mieux anticiper et accompagner les transitions, par la formation, le conseil, le développement et la recherche.



Pour organiser ces rencontres, nous avons été accueillis dans les locaux du Centre de Recherche Interdisciplinaire (CRI) ; nous les en remercions.



Nos remerciements vont également à Patricia Muller, en charge des retranscriptions et qui nous a accompagnés pour la rédaction de cette synthèse.

Le Groupement d'Intérêt Scientifique (GIS) Relance agronomique rassemble les principaux acteurs de la recherche, du développement et de la formation en agriculture.

Ils se donnent pour objectif de contribuer à la cohérence du système Recherche - Développement - Formation à l'échelle nationale et territoriale pour favoriser l'innovation et le développement d'entreprises et de productions agricoles durables, en réponse aux enjeux auxquels l'agriculture est aujourd'hui confrontée et en adéquation avec les plans de politique publique.

Le GIS est composé de 12 membres : INRAE, Acta - Les Instituts techniques agricoles, APCA - Chambres d'agriculture France, Agreenium, Ademe - Agence de la transition écologique, Trame, La Coopération agricole, FnCuma, InVivo, Agro-transfert Ressources et Territoires, IAD, FNA*.

Le ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation est invité permanent du GIS.

*INRAE : Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement - TRAME : Tête de réseaux pour l'appui méthodologique aux entreprises - FnCuma : Fédération nationale des coopératives d'utilisation de matériel agricole - IAD : Institut de l'Agriculture Durable - FNA : Fédération du négoce agricole.

.1.

SAVOIR CONSIDÉRER LES NOUVEAUX ÉCOSYSTÈMES SE FAISANT JOUR DANS LE MONDE AGRICOLE ET COMPRENDRE LEURS ATTENTES

UN CONSTAT

LA DIVERSITÉ N'A DE CESSÉ DE S'IMPOSER DANS LE MONDE AGRICOLE

Les auditions l'ont montré : en même temps que chute le nombre d'agriculteurs, la diversité n'a de cesse de s'imposer dans le monde agricole, et ce sous de multiples visages : diversité des acteurs en termes d'origine (monde agricole, monde non agricole) et de parcours (projet initial, reconversion après une autre vie professionnelle) ; diversité des types d'agriculture (conventionnelle, alternatives), diversité des modèles d'exploitation (familiale, industrielle) ; diversité des circuits de distribution (courts, longs) ; diversité des objectifs assignés à l'agriculture (production, services environnementaux/écosystémiques, etc.).

DES QUESTIONS

Loin d'être systématiquement appréhendée dans toutes ses dimensions, cette diversité peut s'apparenter à un éclatement et soulève plusieurs questions :



QUEL ACCOMPAGNEMENT ?

- * Les structures existantes sont-elles en capacité de s'amender de cette diversité ou sont-elles condamnées à continuer de plaquer d'anciens schémas sur des réalités nouvelles ?
- * Auquel cas, doivent-elles être remplacées et/ou complétées ?
- * Et par quels autres types de structures ?



QUEL SOCLE COMMUN ?

- * Au vu de la variété des fonctions et des pratiques existantes, comment concevoir un socle commun sur lequel faire reposer la notion d'actif agricole ?
- * Que devient son sens ?
- * Cela affecte-t-il la spécificité du monde agricole ?



QUELS DIALOGUES ?

- * Comment expliciter la diversité des agricultures et des objectifs assignés à l'agriculture pour faire en sorte que l'agriculteur s'en sente investi ?

”

J'observe un éclatement des structures d'exploitation sans précédent [...] qui a pour conséquence une montée en diversité des structures d'exploitation. En même temps qu'il s'efface, le monde agricole se disperse avec l'apparition de l'entreprise intégrée versus l'entreprise en réseau qui a recours à beaucoup de sous-traitance.

FRANÇOIS PURSEIGLE

”

C'est dans le domaine social, au niveau de l'organisation du travail, que s'opère actuellement l'un des changements les plus marquants et qu'apparaissent de nouveaux besoins en termes de services et de conseils. Nous devons tous revoir nos modèles de représentation des exploitations, de l'organisation du travail et de la décision. Car c'est en effet du côté social que l'impact est maximum

PIERRE LABARTHE

”

Côté néoagriculteurs, on voit s'installer des personnes plus avancées en âge et disposant de leur propre réseau et de leur propre modèle de commercialisation.

Plus en lien avec le milieu urbain, ces derniers trouvent souvent leur place dans les circuits courts

PAUL MAZERAND



ET ENSUITE...

COMMENT ÉVITER LA CONSTITUTION ET LA FERMETURE DE MONDES DIFFÉRENTS

Les attentes et les représentations des réalités et du futur deviennent de plus en plus contrastées entre les agriculteurs, entre les différentes parties prenantes du monde agricole et entre les acteurs connaissant le monde agricole et ceux ne le connaissant pas. À ce titre, les distances ressenties entre agriculture et société sont emblématiques des sources de fragmentation du monde agricole.

Nous avons identifié trois grandes dimensions :

| Dimensions | D'un côté | De l'autre |
|--------------------|-----------------------------------|------------------------------------|
| La temporalité | Les rouages d'un système installé | L'urgence des enjeux |
| La prise de risque | Evaluer le risque d'abord | Expérimenter |
| Les valeurs | Production | Qualité (de vie, environnementale) |

Entre les deux faces, il existe toute une nuance de représentations et de postures. L'enjeu est ici de réfléchir à la manière la plus efficace de faire **COHABITER-DIALOGUER** ces différentes représentations.

”

J'ai choisi ce métier en grande partie pour la qualité de vie qu'il permet, la proximité avec la nature, le fait de pouvoir être à l'extérieur, de pouvoir gérer mon temps.

Quand je me suis installée, c'est cette aspiration qui primait. La production était vraiment secondaire : je produis ce que je produis, et je vois quelle est ma qualité de vie en termes de revenus, de temps, etc. Ce que je sors de mon exploitation n'est pas une finalité en soi. Si je ne sors pas assez pour le consommateur, je ferai appel à un autre producteur qui viendra compléter.

SANDRINE LE FEUR

”

Il y a 10 ans, les jeunes avaient encore une vision dogmatique de l'agriculture. Il y avait d'un côté les conventionnels, de l'autre les bios. On était dans une vision militante de l'installation. Cela est beaucoup moins vrai aujourd'hui. Les jeunes, parce qu'ils doutent, sont plus ouverts.

On observe beaucoup plus de perméabilité des regards. Les échanges se fondent sur la technique : l'agriculture biologique est regardée comme apportant des réponses techniques à des problématiques. De la même manière, des agriculteurs biologiques installés à d'autres échelles, en grande culture, se posent la question de l'agriculture de précision.

VINCENT LEPREVOST

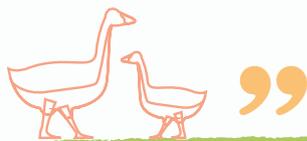
COMMENT RÉ-ENVISAGER LA PLACE ET LE RÔLE DU TERRITOIRE DANS LE MONDE AGRICOLE

Quel que soit le type de production, il semble bien que les acteurs attribuent des atouts au territoire au sein duquel ils exercent. La fonction de ce territoire est variable, ainsi que la volonté d'ancrage. On va de la qualité productive des terres et de la technicité que cela implique à la volonté de contribuer à la vie culturelle et économique du territoire en passant par ce qu'il permet d'interactions entre le monde agricole et la société et en particulier de porosité avec le monde urbain.

Le monde agricole ne s'envisage pas lui-même sans lien au territoire, mais il y a toute une gamme d'interprétation de ce qu'est un ancrage local. L'organisation des actifs et des filières tend à se structurer en fonction du positionnement des territoires.

Notre démarche pourrait être d'entrer par le territoire pour penser le contrat social. Des pistes possibles :

- * Trouver les moyens pour inciter à repenser l'aménagement du territoire en incluant les scénarios agricoles possibles.
- * Sensibiliser les agriculteurs à l'étendue des enjeux territoriaux et trouver des formes de reconnaissance au sein de l'écosystème agricole des initiatives des agriculteurs recherchant un ancrage territorial.



Il faudrait que les agriculteurs redeviennent des métayers du paysage, et non plus des locataires ou des propriétaires, afin de conserver la possibilité de jouir de leur production mais dans des conditions d'exploitation qui soient concertées à l'échelle territoriale et locale.

VINCENT LEPREVOST



”

Nous, les agriculteurs, nous devons être les premiers à redynamiser les centres bourgs et les campagnes.

Je le fais pour ma part à travers un magasin de producteur, né d'un élan de citoyens et de producteurs, mais on peut très bien le faire par le biais de chantiers d'insertion sur les exploitations ou de jardins partagés à ouvrir aux citoyens.

Nous devons vraiment ouvrir notre esprit et placer l'agriculteur au centre du dynamisme rural.

SANDRINE LE FEUR

”

Pour moi, la finalité reste de produire même si je n'inscris pas mon métier dans cette unique perspective.

Avec les agriculteurs que je côtoie, nous produisons mais nous essayons aussi d'avoir une relation avec la société civile, avec la communauté de communes, de nous inclure dans la vie de la cité. Notre démarche est aussi une quête de sens.

BORIS SAENGER



”

Tout le monde s'accorde sur le fait que c'est au niveau des territoires que doit s'opérer la reconnexion entre le monde agricole et la société.

Mais la question se pose de savoir quelle est l'échelle optimale pour reconnecter au mieux les différents acteurs et comment tirer profit des initiatives portées à l'échelle des territoires pour monter en généricité.

CECILE DETANG-DESSENDRE



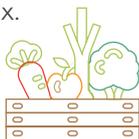
·2·

SAVOIR APPRÉHENDER ET ANTICIPER LA DISPARITÉ ET L'INSTABILITÉ CROISSANTE DES MARCHÉS AGRICOLES

UN CONSTAT

IL EST DIFFICILE D'ACCOMPAGNER L'INSTABILITÉ DES MARCHÉS AGRICOLES

Les marchés agricoles sont de plus en plus instables, soumis aux aléas climatiques et à la plus grande volatilité des prix.



Les choix des acteurs de la profession agricole en termes techniques et en termes de commercialisation divergent : tandis que certains se relocalisent (dans le bio et/ou les circuits courts), d'autres se globalisent et se concentrent autour de multinationales, qui par ailleurs structurent une grande partie des filières.

DES QUESTIONS

Face à cette instabilité et à ces divergences de positionnement, plusieurs questions se posent :



COMMENT FAIRE ÉVOLUER LES MODÈLES ÉCONOMIQUES AGRICOLES ?

- * Une exploitation agricole peut-elle adresser différents marchés ?
- * Comment faire cohabiter le local et le global ?



COMMENT RÉGULER LA CHAÎNE DE VALEUR ?

- * Qui fixe le prix des productions ?
- * Où se décident les hausses et les baisses ?
- * Quelle influence de la mondialisation et de la financiarisation sur le fonctionnement des marchés agricoles ?



QUE FAUT-IL POUR ANTICIPER FACE À L'INSTABILITÉ ?

”

Trois directions semblent s'offrir aux agriculteurs désireux de conserver leur exploitation agricole :

1. s'agrandir fortement et se spécialiser dans les productions industrielles soumises au marché mondial [...],
2. développer des labels de qualité avec une recherche de valeur ajoutée sur les marchés locaux [...],
3. arrêter l'activité de production et la déléguer à d'autres tout en conservant la maîtrise du foncier.

FRANCIS CLAUDEPIERRE

”

Je connais l'exemple d'une entreprise italienne intégrée qui produit 25 000 bovins par an et qui a au total six co-productions. Alors que tout le monde la considère comme une entreprise industrielle, enfermée dans les circuits longs, cette dernière n'hésite pas à anticiper pour faire varier sa manière d'adresser les marchés, en développant des circuits courts au sud de l'Italie et des circuits longs en France. On assiste donc à une nouvelle forme de rationalisation et surtout à des processus de « gestionnarisation » de nouveaux types.

FRANÇOIS PURSEIGLE

”

Je partage l'idée qu'il existe DES modèles pour répondre à DES marchés.

PHILIPPE NOYAU



ET ENSUITE...

CERNER LES LEVIERS D'ÉVOLUTION DE L'ÉCONOMIE AGRICOLE

Rappelons que le taux de rentabilité en agriculture est proche de 1% et que l'endettement moyen des agriculteurs avoisine les 50%. Certains n'hésitent plus à compenser cette faible rentabilité en ajoutant des services et des activités hors métier agricole (gîte, restauration, formation...).

Ces options peuvent également être prises car elles sont en meilleure résonance avec des choix de vie et le sens donné à son activité. Le monde agricole est également alerté par les demandes sociales et leurs effets sur la dynamique des marchés agricoles.

Certains agriculteurs cherchent à adapter leurs pratiques en interprétant cette demande.

→ LES LEVIERS QUE L'ON PEUT MENTIONNER SONT DE :

- * Concevoir les moyens de faciliter d'accès aux marchés : pour les produits et les services
- * Améliorer le cadre de reconnaissance de la diversité des valeurs produites par l'activité agricole, par les filières, par les pouvoirs publics et par la société.

”

L'agriculteur doit investir beaucoup de capital par ha pour un revenu très faible - le taux de rentabilité en agriculture étant proche de 1%. [...].

Par ailleurs, pour faire ces investissements, il doit faire appel à des sources de financement extérieures à l'exploitation, à hauteur de 50%. Les banques sont donc aussi un acteur important de la décision.

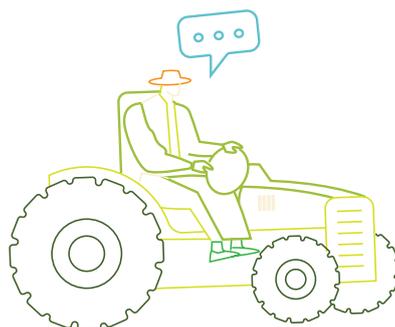
AUDE RIDIER

”

Nous agriculteurs, nous avons clarifié notre posture de professionnels qui produisent, qui gèrent, qui se positionnent en chef d'entreprise. Mais les citoyens ont eux aussi à clarifier leur relation à la consommation et à l'emploi.

Avec ou sans PAC, les prix de nos produits ne seront pas les mêmes. Cela pose la question de l'économie des foyers et de l'acceptation de la société : en fonction du pouvoir d'achat de chacun, à combien estime-t-on le budget mensuel minimum pour la nourriture ?

PASCALE CROC



COMMENT MIEUX ANTICIPER LES EFFETS DE LA VOLATILITÉ DES PRIX

Nous sommes passés d'époques de garantie des prix agricoles, à une libération des marchés et une plus grande volatilité des prix. Anticiper les effets de cette dernière appelle un changement de posture que l'on peut traduire par « savoir vendre et savoir gérer le risque » en sus de « savoir produire ».

Adopter une stratégie face à l'occurrence d'un risque est essentiel à la prise de décision, et pourtant ne va pas forcément de soi. Ce qui induit des besoins en termes :

- * D'apprentissage et de formation des agriculteurs comme des conseillers.
- * De services d'informations sur les marchés et les offres contractuelles de confiance à destination des agriculteurs.

* D'accompagnement :

- En termes de conseils tactiques et stratégiques, ce qui demande de caractériser le rôle des opérateurs et la qualité des offres de conseil sur la gestion du risque.
- En termes d'impact des politiques publiques sur la véritable prise de risques et l'évolution du modèle économique agricole.
- En termes assurantiels ceci incluant le rôle de la coopération et la subsidiarité des collectifs.

”

Se pose aussi peut-être la question de l'aversion au risque. Ce n'est pas parce que les gens ne sont pas curieux ou ne testent pas de nouvelles choses qu'ils sont forcément fermés à ces évolutions.

Il y a aussi l'aversion au risque.

On avait étudié cela lorsque l'on regardait les options économiques sur les marchés à terme. Il y a des gens qui ont envie de prendre des risques et d'autres qui préfèrent suivre des modèles qui fonctionnent. Ils restent ouverts.

JEAN-PAUL BORDES

”

Le conseil technique chez les distributeurs s'est beaucoup développé pour répondre aux différentes thématiques et aux besoins des agriculteurs.

Pour les productions, évidemment cela répond à des marchés qui sont derrière. Les agriculteurs amènent leur production à la coopérative. S'il n'y a pas de débouché, la valorisation sera compliquée avec un impact pour la coopérative et pour l'agriculteur.

EMILIE RANNOU

”

Les politiques agricoles ont longtemps été importantes dans un objectif de soutien du revenu, pour arriver à des revenus à parité entre l'agriculture et les autres secteurs de l'économie.

Mais, telles qu'elles sont dessinées aujourd'hui, elles ont tendance à masquer les signaux faibles et donc à faire un peu écran à l'autonomie et à la décision, à une véritable gestion des risques et une véritable formation à la gestion des risques.

AUDE RIDIER

”

Les prises de décision sur les aspects de gestion d'information sur les marchés et de gestion des risques me semblent essentielles. Ce sont des sources d'information qui sont importantes.

Comme vous le savez, les marchés agricoles sont de plus en plus instables et les politiques, bien que toujours plus ou moins stabilisatrices de revenus sont potentiellement en train de diminuer. La question de la gestion du risque de marché se pose donc plus directement pour l'agriculteur.

AUDE RIDIER



”

La maîtrise du risque culturel fonctionne tellement bien que la surproduction arrive dans les années 70-80, accompagnée d'un nouveau risque pour nos agriculteurs : celui de la mise en marché.

Les prix ne pouvant plus être garantis par notre système économique agricole, l'agriculteur doit désormais non seulement savoir produire mais aussi savoir vendre.

VINCENT LEPREVOST

.3.

PRENDRE EN COMPTE LA COMPOSANTE SOCIALE POUR ENGAGER LE CHANGEMENT

UN CONSTAT

DE NOUVEAUX ACTEURS, UN NOUVEL ÉCOSYSTÈME, DE NOUVEAUX MÉTIERS

Bousculé par l'arrivée de nouveaux acteurs non issus du monde agricole et soumis aux exigences nouvelles de la société, l'écosystème agricole actuel connaît d'importantes mutations en termes d'organisation et de périmètre. S'y invitent de nouveaux métiers et de nouvelles inter-relations, qui demandent à être considérés et caractérisés en tant que partie prenante de l'écosystème de la recherche, de la formation et de l'innovation. Cela demande une ouverture des organisations et des réseaux usuels. Cela enrichit les types de valeurs considérées dans le monde agricole.

DES QUESTIONS



COMMENT ENVIRONNER CE NOUVEL ÉCOSYSTÈME



QUELS ACTEURS POUR ACCOMPAGNER
CETTE ÉVOLUTION ?



COMMENT PASSER D'UNE «AGRICULTURE DE MODÈLES»
À UNE «AGRICULTURE DE PROJET» (LE PROJET REPOUNDANT
À UNE COMBINAISON D'ENJEUX, DE VALEURS ET DE CHOIX
DE VIE) ?

”

De nouveaux services se développent pour aider l'agriculteur à savoir, d'un côté, qui va sous-traiter l'activité le plus efficacement et, d'un autre côté, où trouver des clients.

Il existe par exemple dans le sud-ouest des coopératives et des acteurs privés qui développent des services et des plateformes d'échange entre agriculteurs, pas simplement de matériel mais aussi de compétences.

PIERRE LABARTHE

”

Mécanisation, intrants et commercialisation, suivi technique des cultures, aspects réglementaires et administratifs : les quatre grandes composantes qui gravitent autour de l'exploitation agricole évoluent si vite qu'il devient difficile pour un exploitant isolé d'en assumer toute la complexité.

Pour faire face à cette complexité grandissante, l'agriculture est obligée de prendre un virage entrepreneurial.

DAMIEN DE RIBEROLLES

DES ENJEUX ET DE NOUVEAUX CADRES POUR PRÉPARER L'AVENIR

Compte-tenu des nombreuses évolutions à l'œuvre dans le monde agricole, la question urgente est de prévoir quel sera le travail et qui le fera à l'avenir. Y répondre suppose de résister à la tendance de continuer à partir de ce que l'on sait ou l'on fait aujourd'hui (une continuité même améliorée) pour répondre à ces enjeux.

Un changement de cadre de pensée, à la source de principes permettant de tenir compte des nouvelles attentes est nécessaire. À l'intérieur de ce cadre peuvent se préparer les transitions qui doivent être accompagnées par la formation (initiale et continue), le conseil, etc.

”

On considère que produire un milieu n'est pas produire. Or nous sommes face au défi de la restauration de la biodiversité. Il va donc aussi falloir produire un service environnemental qui n'aura d'intérêt que pour la génération d'après.

Pourrait-on imaginer de donner une vraie représentation à cet objectif pour en faire une norme ?

N'y a-t-il pas un effet du temps court dans lequel on vit qui expliquerait que penser demain n'est pas possible ?

La question de créer un environnement vivable pour la génération d'après est un enjeu majeur de mon point de vue.

CHRISTIAN HUYGHE



ADAPTER LES FORMATIONS À CE NOUVEAU PAYSAGE

Les divers témoignages recueillis au cours des auditions font état d'un manque d'adaptation de la formation agricole pour répondre aux besoins d'un public toujours plus divers, poursuivant des objectifs multiples sur des territoires aux enjeux contrastés.

Les besoins en termes de compétences essentielles à acquérir sont clairs :

- * Outiller la fonction entrepreneuriale des agriculteurs/entrepreneurs/chefs d'entreprise autonomes/managers.
- * Apprendre à appréhender les enjeux environnementaux et ceux du territoire, intégrer la demande sociétale, maîtriser les enjeux sanitaires, économiques et organisationnels.
- * Savoir « se mouvoir dans l'inconnu ».

Avec cette palette de compétences, les formations doivent permettre aux apprenants :

- * D'anticiper les enjeux majeurs en constante évolution et savoir organiser le travail en conséquence.
- * De décider en situation d'incertitude.
- * De savoir gérer le risque.

”

Les jeunes qui vont s'engager sur cette voie doivent être formés à ces nouveaux métiers. Les lycées agricoles ne sont d'ailleurs pas tout à fait à la page.

Eux aussi, il faut qu'ils fassent leur révolution.

FRANCIS CLAUDEPIERRE



”

Depuis l'après-guerre, les agriculteurs sont pris dans une tension entre la quête de parité et la quête de la singularité. Ils réclament les habits du chef d'entreprise mais ne savent pas les endosser, ce qui peut conduire à des situations dramatiques.

FRANÇOIS PURSEIGLE



”

Je pense qu'il nous faut travailler sur les connaissances, donc former les élèves et les étudiants à la pluridisciplinarité, à l'approche systémique.

Je crois qu'il faut par ailleurs préciser les éléments économiques des modèles techniques sur lesquels nous travaillons.

AUDE RIDIER

DONNER UNE VALEUR AJOUTÉE À LA CRÉATIVITÉ

Autonome par choix et multitâche de fait, l'agriculteur peut avoir une propension à innover lui-même. Il s'agit de :

- * Soutenir les innovateurs de terrain et communiquer sur leur capacité à répondre aux enjeux actuels et à venir.
- * Libérer les contraintes pour accélérer les processus de créativité.

Il faut pouvoir s'appuyer sur ces dynamiques d'innovation, et pour cela qu'elles soient identifiées et valorisées au sein des organisations de formation, de recherche et de développement.

”

Nous devenons de plus en plus des paysans chercheurs compte-tenu de tous les défis que nous lance la société.

Il est donc temps d'entrer dans une transversalité, la recherche appliquée constituant peut-être l'avenir de la recherche en agriculture.

PASCAL CROC

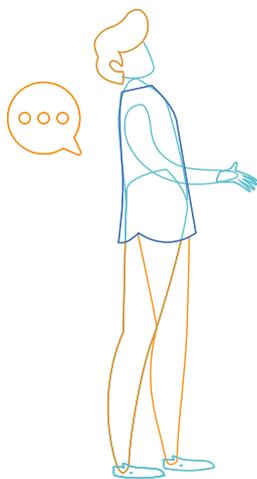


”

Au niveau de la formation, dans nos métiers, on est encore enfermé dans une posture où le conseiller s'apparente à un professeur qui explique à son élève ce qu'il faut faire - comme si une même solution était applicable dans l'ensemble du territoire (climat, sol).

Que j'habite dans l'est creusois, dans l'Allier ou ailleurs, globalement : même question, même solution. Ce fonctionnement a aussi été une tendance de fond jusqu'au début des années 2000.

OLIVIER TOURAND



”

Compte-tenu de la taille de notre exploitation, nous sommes aujourd'hui en capacité d'internaliser notre recherche et d'établir des partenariats, non pas avec des organismes techniques mais avec des laboratoires pharmaceutiques ou des écoles vétérinaires par exemple.

MICHEL WELTER

”

Pour avoir une opinion un peu personnelle si on veut vraiment prendre une décision informée, il faut avoir les bagages. C'est l'enjeu de la formation tout au long de la vie qui est ici pointé. Il y a un rôle important des lycées agricoles, avec ce maillage du territoire qui est assez exceptionnel.

Encore faut-il rapprocher cet outil des acteurs et lui faire faire ses propres transitions. C'est là à mon sens un verrou fondamental : pour que les acteurs puissent prendre les bonnes décisions, la priorité est de les former tout au long de la vie .

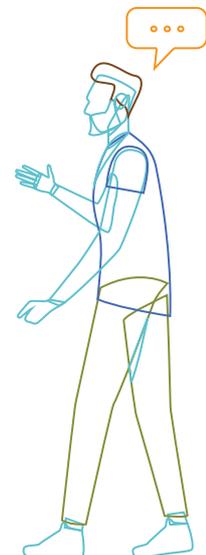
CLAUDE BERNHARD

”

Je milite pour ma part pour que les politiques publiques financent la prise de risque des précurseurs. Parce qu'on peut envoyer qui on veut expliquer aux agriculteurs qu'il faut faire de l'agro-écologie, cela ne suffira jamais.

En revanche, je suis convaincu que le financement de la prise de risque, en lien avec la recherche et les instituts, est le meilleur moyen pour entraîner ses pairs.

PHILIPPE NOYAU



.4.

AMÉLIORER L'INTERCOMPRÉHENSION AGRICULTURE-SOCIÉTÉ POUR SOUTENIR LA TRANSITION

UN CONSTAT

L'INFLUENCE DE LA DEMANDE SOCIALE S'INTENSIFIE

Les différents agriculteurs rencontrés ont une perception des attentes de la société et ont le sentiment de mettre en œuvre des moyens pour y répondre, avec des niveaux d'emprise variables.

Etaient bien présentes les préoccupations en termes de :

- impact de l'agriculture sur la santé,
- gestion de l'eau, des sols,
- critiques par rapport aux modes de production/d'élevage et à la question de la souffrance animale.

Etaient moins présentes les préoccupations en termes de restauration de la biodiversité, étaient présentes, mais plus lointaines, les préoccupations de lutte contre le changement climatique.

Mais cela n'est pas sans évoquer les paradoxes tels que l'épineuse question du consentement à payer ou celle des sacrifices auxquels notre société semble prête à consentir au bénéfice des générations futures.

Les propositions dont les agriculteurs participant à ces travaux nous ont fait part, sont bien souvent basées sur l'établissement de liens directs avec les citoyens-consommateurs.

Peut-être ces agriculteurs étaient-ils particuliers, mais ils ont démontré les effets vertueux qu'ont :

- * Une meilleure explicitation des objectifs de la société,
 - en évitant l'écueil de l'ingérence,
 - pour que les agriculteurs s'en sentent investis et trouvent des solutions.
- * Une communication sur les nouveaux enjeux de l'agriculture autrement que par le prisme des risques qu'ils engendrent.
- * Un travail de recherche, de formation et de conseil sur les équilibres à établir entre alimentation, services écosystémiques, production d'énergie, biomatériaux.

”

Nous sommes face à des défis immenses : la transition agro-écologique, le défi climatique, la transition énergétique. C'est un boulevard pour l'agriculture.

FRANCIS CLAUDEPIERRE

”

Il existe un conflit entre les attentes officielles de la société – en termes de qualité bactériologique, qualité organoleptique, qualité d'usage – et ce qu'il est humainement possible de réaliser pour les entrepreneurs que sont devenus les agriculteurs.

MICHEL WELTER

”

Comme toutes les autres catégories socio-professionnelles, l'agriculteur est controversé dans ses pratiques. Le problème est que cela se cristallise autour d'enjeux très forts : l'enjeu alimentaire, l'enjeu territorial et l'enjeu économique.

FRANÇOIS PURSEIGLE

”

Nous assistons aujourd'hui à une déconnexion entre le producteur, l'alimentation et le consommateur. Il est urgent de reconnecter. D'autant plus que le consommateur est demandeur : il veut savoir comment l'on produit, qui produit.

DENIS FUMERY



”

D'un côté, les citoyens aiment les agriculteurs qui les nourrissent, ils veulent manger local (même si cela ne se traduit pas toujours en acte d'achat), mais, d'un autre côté, ils les décrient aussi sur des enjeux en lien avec les phytosanitaires ou le bien-être animal.

SANDRINE LE FEUR

”

Nous devons certes continuer de produire des biens alimentaires mais nous devons aussi nous préoccuper de services environnementaux. Or nombre d'agriculteurs n'ont pas encore conscience que de tels services peuvent devenir une production rémunérée. C'est vraiment primordial autour du climat.

OLIVIER TOURAND

”

La question qui nous est posée à nous, à la génération d'après, est la suivante : qu'est-ce que l'on va créer ? Des paysages, du climat, de la biodiversité. Cela fait partie intégrante de la fonction agricole.

CHRISTIAN HUYGHE

DES QUESTIONS



COMMENT L'AGRICULTEUR PEUT-IL RÉPONDRE À UNE MULTIPLICITÉ D'INJONCTIONS ?



COMMENT INSTAURER DE NOUVELLES RELATIONS DE CONFIANCE SUR LA PRODUCTION DE BIENS ET DE SERVICES AFIN DE DONNER UNE VALEUR AUX EFFORTS QUI SONT FAITS ?



QUELS MOYENS COMBINER (POLITIQUES PUBLIQUES, AIDES FINANCIÈRES, ACCOMPAGNEMENT) POUR PERMETTRE L'ENGAGEMENT DES AGRICULTEURS POUR ALLER VERS DU ZÉRO PHYTO, EN RÉDUISANT LES GAZ À EFFET DE SERRE ET EN DÉVELOPPANT L'AUTONOMIE ALIMENTAIRE...?



COMMENT IDENTIFIER PLUS AISÉMENT LES OBJECTIFS ASSIGNÉS À L'AGRICULTURE ET LES CIRCUITS DE DÉCISION POUR METTRE EN PLACE LES MOYENS DE LES ATTEINDRE ET RÉPARTIR LES ACTIONS ENTRE POUVOIRS PUBLICS, SPHÈRE AGRICOLE, SOCIÉTÉ, CONSOMMATEURS, MÉDIAS ?



Le contrat social est un équilibre entre un bien commun et un bien privé.

Je me pose la question de savoir si aujourd'hui la question n'est pas transformée, par rapport à ce qu'on a pu connaître dans le dernier contrat social, par le fait qu'il existe une tension très forte entre aujourd'hui et demain ? Avec le bien privé qui est immédiat et le bien commun environnemental qui est très différé dans le temps ?

Au début, la politique agricole commune a été faite pour restaurer la sécurité alimentaire et, de fait, le bien commun et le bien privé étaient synchrones.

CHRISTIAN HUYGHE

ET ENSUITE...

VERS UNE MEILLEURE RÉPARTITION DES RESPONSABILITÉS

Les nouveaux objectifs assignés à l'agriculture constituent aujourd'hui un enjeu majeur pour l'avenir de nos sociétés en transition. Se pose donc la question de la responsabilité des acteurs face à la mise en œuvre de ces évolutions.

Pour satisfaire ces enjeux :

- * Quelle responsabilité des pouvoirs publics ?
- * Quelle responsabilité des consommateurs ?
- * Quelle responsabilité de l'agriculteur ?
- * Quelle responsabilité de la recherche ?



Dans mon unité de recherche, nous nous accordons sur trois points.

1.

Générer de la diversité de situations et donc de solutions.

2.

Aider les acteurs, via la mise en place d'une ingénierie des connaissances (modélisation, living lab), à identifier les conditions dans lesquelles certaines solutions fonctionnent.

3.

Regarder la co-évolution entre les solutions générées et la façon dont elles sont sélectionnées au cours du temps.

Cela nous donne un agenda de recherche que je trouve très excitant, bien qu'un peu effrayant dans la mesure où nous ne sommes pas complètement certains de pouvoir dire pour qui nous travaillerons dans 10 ans.

PIERRE LABARTHE



”

Il est urgent que nos organisations agricoles changent de regard et acceptent de se tourner vers ceux qui font différemment : comment les accompagner ? Parce que, effectivement, le monde agricole accompagne bien ce qu'il sait déjà accompagner, mais un peu moins bien le reste.

FRANÇOIS-XAVIER DELEPINE

LE TREMPLIN DES TERRITOIRES

Bien que concernant l'ensemble de la population, c'est le plus souvent à l'échelle locale que ces évolutions peuvent être traitées et peuvent engager la multiplicité des acteurs.

Comment identifier la bonne maille du territoire pour impulser et étudier ces évolutions ?

”

La société et le monde agricole s'ouvrent l'un à l'autre et se comprennent mieux, comme en témoigne le développement autour des circuits courts et de la notion de proximité, ou l'accueil sur les fermes.

PASCAL CROC

”

Si selon moi le bon échelon est a priori la région, force est de constater que se sont souvent les métropoles qui, lorsqu'elles se mettent en réseau, parviennent le mieux à faire le lien entre villes et campagnes.

PIERRE LABARTHE



”

Fort de ce consensus autour de l'alimentation, il devient plus facile d'intéresser aux problématiques de l'agriculture non seulement le consommateur mais aussi les collectivités qui, par l'alimentation, cherchent à rétablir le lien entre production et territoire. Lorsque l'on envisage une agriculture pour alimenter les personnes du territoire, on a de fait une vision sur les circuits de distribution et les filières à implanter...

C'est l'échelle de l'EPCI ⁽¹⁾ qui constitue le niveau le plus efficace en termes de gouvernance, à condition qu'elle implique toujours la commune pour maintenir le lien avec les habitants et les acteurs.

PAUL MAZERAND

(1) Etablissement public de Coopération Intercommunale

.5.

ADAPTER LE FORMAT ET LA MISSION DU CONSEIL POUR ACCOMPAGNER CETTE NOUVELLE DYNAMIQUE ENTRE AGRICULTURE ET SOCIÉTÉ

UN CONSTAT

LA NÉCESSITÉ DE PRENDRE LA MESURE DE LA DIVERSITÉ DES SITUATIONS

Les quatre premiers chapitres donnent des indications précises sur les points d'attention que doit avoir l'écosystème du conseil qui, construit dans le cadre d'un modèle aujourd'hui remis en question et soumis à de nombreuses mutations, sait la nécessité de se réinventer.

DES QUESTIONS



COMMENT ACCOMPAGNER LE PROJET D'INSTALLATION EN INTÉGRANT D'AVANTAGE LES PARTICULARITÉS DE CHAQUE CANDIDAT, SON ORIGINE, SES CHOIX, SON PROJET DE VIE ?



COMMENT INTÉGRER LA DIVERSITÉ DES SITUATIONS, DES ATTENTES DANS CETTE FRAGMENTATION ACTUELLE DU CONCEPT D'ACTIF AGRICOLE, AFIN DE CONSEILLER CHACUN SELON SES BESOINS SPÉCIFIQUES ?

”

Sur les plateformes, les échanges se limitent en général au choix du produit que l'on pulvérise et à la dose requise.

Et pour cause, les agriculteurs non seulement n'ont plus les compétences techniques indispensables dans leur activité mais, en plus, ne savent pas à qui s'adresser.

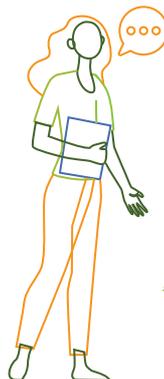
DAMIEN DE RIBEROLLES

”

Il est urgent que nos organisations agricoles changent de regard et acceptent de se tourner vers ceux qui font différemment : comment les accompagner ?

Parce que effectivement le monde agricole accompagne bien ce qu'il sait déjà accompagner, mais un peu moins bien le reste.

FRANÇOIS-XAVIER DELEPINE





”

Mon constat sur les chambres d'agriculture est donc sans appel : non seulement leur apport n'est pas bénéfique, mais en plus elles ne sont pas en adéquation avec les besoins.

AGNES PAPONE



ET ENSUITE...

LUTTER CONTRE LE SENTIMENT DE SOLITUDE DES INNOVATEURS

Une grande partie des agriculteurs dits « alternatifs » ne se sentent ni compris, ni écoutés, ni accompagnés dans leur projet. Beaucoup ont le sentiment que, dès lors que l'on ne s'inscrit pas dans le modèle traditionnel d'installation, on doit se débrouiller seul, et regrettent de ne pouvoir davantage partager leur expérience avec leur communauté.

- * Comment valoriser largement des expériences alternatives réussies ?
- * Comment prendre en compte les innovations individuelles et/ou collectives pour accélérer les transitions ?
- * Comment accompagner les agriculteurs qui innovent mais aussi ceux qui n'innovent pas ?

”



Je ne suis pas sûr que l'environnement professionnel soit toujours favorable pour accompagner les personnes animées par un esprit d'innovation. Plus on a de moyens de communication, plus on a d'échanges, et plus j'ai le sentiment que l'on crée des frontières entre ceux qui veulent avancer différemment et les autres autour.

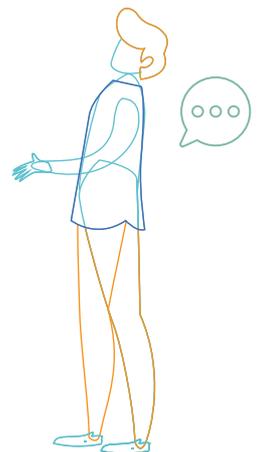
OLIVIER TOURAND

”

Quand on est en responsabilité auprès d'agriculteurs, il est très difficile de les accompagner autour d'une forme de transgression par rapport à la mission qui nous a été confiée.

Autre point : comment répartir les rôles entre les organisations professionnelles agricoles et ces gens que vous dites avoir rémunérés pour vous accompagner ?
Les dispositifs de chambre d'agriculture ne devraient-ils pas jouer ce rôle ?
La même question pourrait se poser pour les instituts techniques en lien avec la recherche.
Ne faudrait-il pas retrouver les formes d'accompagnement correspondant aux expressions qui ont été celles de cette soirée ?

PHILIPPE VISSAC



ACCOMPAGNER DES PRISES DE DÉCISION AUTONOMES EN ÉVITANT L'INGÉRENCE

Confrontés à une multitude d'exigences dont on a montré qu'elles pouvaient être contradictoires, les agriculteurs ont parfois le sentiment d'être soumis -y compris de la part de leurs conseillers- à une série d'injonctions les contraignant à produire autrement. En ce sens, le conseil s'apparente parfois à leurs yeux à une forme d'ingérence là où il devrait accompagner l'agriculteur dans une prise de décision autonome, tenant compte de son projet de vie et de ses objectifs personnels.

- * Ne faudrait-il pas passer d'un modèle de conseil à un modèle d'accompagnement ?
- * Cela signifie-t-il un changement de paradigme et, si oui, comment le réaliser ?

”

Pour prendre des décisions éclairées, il faut de l'information.
Mais ce qui manque à mon sens dans le monde agricole c'est la capacité à anticiper, à voir les choses un peu plus loin en tant que chef d'entreprise.

Or si on a du mal à se projeter, c'est parce que les investissements qu'on fait aujourd'hui nous engagent sur 30 ans et qu'il ne faut donc pas se tromper.

JERÔME MOUSSET

UN VADÉMÉCUM POUR VÉRIFIER QUE L'ÉCOSYSTÈME DU CONSEIL S'IMPRÈGNE LUI-MÊME DES ENJEUX

Une petite liste de questions que l'écosystème du conseil peut se poser :

- * A-t-on changé de regard sur ces questions pour obtenir davantage de résultats ?
- * Nos réponses se fondent-elles sur une vision globale et transversale ?
- * Est-on en mesure d'apporter des solutions facilitant la transition agro-écologique ?
- * Est-on en capacité d'apporter un conseil stratégique d'entreprise ?
- * Que fait-on pour augmenter la fluidité entre la recherche, le conseiller et l'agriculteur ?

”

Le conseil technique indépendant est devenu ultra-minoritaire et s'avère de plus en plus souvent orienté soit par les firmes, soit par les organismes stockeurs.

DAMIEN DE RIBEROLLES



LE SENS DU TERRITOIRE POUR LE CONSEIL

Tout système d'exploitation se voit soumis, de fait, aux contraintes et aux opportunités liées à son territoire de rattachement. Pour obtenir les réponses intégrées et expertes dont ils ont besoin, les agriculteurs n'hésitent pas à s'organiser entre eux, à constituer de nouveaux collectifs et à s'ouvrir à d'autres interlocuteurs de la société locale.

- * Comment réorganiser le conseil au niveau des territoires ?
- * Comment accompagner ces nouveaux collectifs d'agriculteurs innovants ?

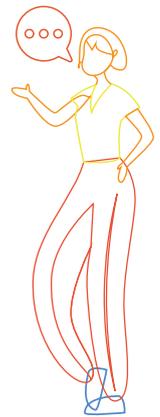
”



Dans le cadre de la loi EGAlim, j'ai demandé à ce que soit contrôlées les chambres d'agriculture qui sont aujourd'hui très politisées par les organisations professionnelles.

Il est difficile de leur faire accepter les nouvelles orientations voulues par le consommateur, le politique ou certains agriculteurs, ce que je trouve très dommage. Ce serait complètement le rôle des chambres d'agriculture de recréer un dynamisme rural et du lien entre consommateurs, mais elles ne le font pas.

SANDRINE LE FEUR



”

L'agriculture française s'est construite sur beaucoup d'échanges collectifs, portés par des exploitations familiales et des agriculteurs qui partageaient des aspirations sociales.

Or du fait du découplage entre le capital et l'outil de travail, il est beaucoup plus difficile de recréer du collectif ou du lien social. Par ailleurs, les formes d'échanges sont devenues beaucoup plus complexes à observer, à mesurer et à comprendre.

PIERRE LABARTHE

”

Il nous faut travailler à décoisonner l'agriculture. Nous raisonnons encore trop agriculture, même sur des territoires ruraux.

Pour moi l'avenir de l'agriculture, c'est de la raisonner sur des collaborations avec d'autres agriculteurs, d'autres activités sur des territoires.

NATHALIE HOSTIOU

”

On observe des installations diversifiées, des personnes qui font de l'hébergement et proposent d'autres services, justement parce qu'ils n'ont pas de modèle économique bien défini sur l'agriculture. C'est à cette multiplicité que doit répondre le conseil agricole...

Le conseil agricole plus institutionnel (traditionnel) a du mal à s'adapter à certaines demandes... Intéressées par ces productions plus en phase avec la demande, les collectivités ont beau essayer de les appuyer au mieux, elles ne peuvent pas les appuyer techniquement tout simplement parce que ce n'est pas leur domaine.

PAUL MAZERAND

EN GUISE DE CONCLUSION ...

AUTOUR DU NOUVEAU CONTRAT SOCIAL



Le débat nécessaire et préalable au contrat social est souvent tronqué et orienté, de part et d'autre.

Le champ de contraintes et d'objectifs à atteindre est tel qu'il ne peut se résoudre sans compromis, là encore de part et d'autre.

Comment informer, expliquer et aider les parties prenantes du contrat à se comprendre et trouver un entre-deux ?

Sinon en guise de contrats, on risque d'avoir des listes de vœux pieux (cf Ecophyto ?) faites par chacun.

PHILIPPE NOYAU



Là où on accumule des connaissances actionnables, on crée des opportunités pour les dynamiques locales ; les SIQO⁽¹⁾ (1000 cahiers des charges) et la certification environnementale sont des dynamiques préexistantes qu'il faut considérer comme pertinentes pour ce nouveau contrat social ; ces stratégies de compétitivité hors prix ont la vertu d'organiser des collectifs autour des mêmes problématiques de Recherche-Formation-Développement.

PHILIPPE VISSAC

* 1 SIQO : signe d'identification de l'origine et de la qualité



Le contrat social est en fait un pacte tripartite entre l'agriculteur, le consommateur et l'Etat.

Il est urgent que les politiques prennent leurs responsabilités et comprennent que faire rentrer sur notre territoire des produits qui ne sont pas produits selon nos normes pose problème, socialement et écologiquement.

CHRISTIAN HUYGHE



Le contrat social ne se fait plus globalement, mais localement et entre certains acteurs : c'est une multiplication des contrats.

PHILIPPE NOYAU





DES PISTES PROPOSÉES PAR LES MEMBRES DU GIS RELANCE AGRONOMIQUE POUR REPENSER LE NOUVEAU CONTRAT SOCIAL

- * **ACCEPTER LA DIVERSITÉ**
des modèles se faisant jour dans le monde agricole.
- * **CONSIDÉRER LES DYNAMIQUES LOCALES**
et penser également le contrat social à l'échelle des territoires.
- * **REFONDER LE DÉBAT**
préalable au contrat social (information, dialogue, compromis).
- * **PENSER L'AGRICULTURE**
dans son interface avec la société et réfléchir aux nouvelles relations de confiance à établir autour d'objectifs partagés.
- * **PENSER LE LIEN**
de l'agriculture avec le monde urbain.
- * **SOLLICITER LA RECHERCHE**
pour repenser le récit collectif à destination de la société.
- * **CONSTITUER UN CORPUS UNIVERSITAIRE**
s'appuyant sur toutes les disciplines (géographie, histoire, philosophie, etc.) et encourager l'interdiscipline dans les approches.
- * **PROMOUVOIR UN TRAVAIL DE RECHERCHE COLLABORATIVE**
sur la dimension culturelle de l'agriculture.



• ANNEXES •

LES THÈMES DES RENCONTRES ET LES INVITÉS, LES MEMBRES DU GIS AYANT PARTICIPÉ À CES RENCONTRES

* RENCONTRE DU 8 OCTOBRE 2019

Quelles sont les spécificités de l'entreprise agricole par rapport aux activités salariées et entrepreneuriales non agricoles ?

Alors que se développent de plus en plus le salariat et la sous-traitance en remplacement de l'emploi familial aujourd'hui moins présent, alors que l'usage des outils numériques se généralise (le métier ne se passe plus seulement « sur le terrain » mais aussi « derrière un écran »), alors que l'on assiste à un affranchissement progressif des liens patrimoniaux, alors qu'une partie du revenu du foyer n'est plus liée à l'agriculture, qu'est-ce qui « fait encore la différence » ?

INTENTION

Mieux percevoir ce qui fait/ ou ne fait plus, ce qui fera/ ou ne fera plus, en quoi les entreprises agricoles diffèrent/ne diffèrent pas des autres entreprises aujourd'hui.

LES QUESTIONS POSÉES AUX INVITÉS

- Quelle transformation majeure du monde agricole reprenez-vous de ces 10 dernières années ?
- Aujourd'hui, en quoi l'activité agricole se rapproche-t-elle des autres activités entrepreneuriales, et en quoi elle en diffère ?
- Quelle est la transformation suivante à laquelle vous vous attendez ? En quoi vous concerne-t-elle ? Identifiez-vous des blocages ou des facteurs favorisants ?
- Qu'est-ce qui caractérisera selon vous le prochain contrat social entre l'agriculture et la société ? Pour préparer l'avenir, qu'est-ce que, selon vous, la recherche, le développement, le conseil et la formation doivent travailler en priorité ?

LES INVITÉS

PASCAL CROC, agricultrice à La Ferme de l'Orée, associée cogérante de l'EARL Le Petit Bois, à Thézac en Charente-Maritime (17). Ferme certifiée Bio, sur 120 ha, entre terre et vigne (94 ha et 26 ha). Présidente du réseau associatif d'agriculteurs « CEMES-CESAM, cercle d'échanges » et de ses groupements d'employeurs ; « *A tout endroit, je porte l'humain au cœur des considérations, et l'importance de l'épanouissement de chacun, les démarches d'amélioration continue (humainement comme techniquement) reposant sur la posture de remise en question, la passion de l'intelligence collective ; la volonté de s'ouvrir et ouvrir les esprits : chercher d'autres possibles, repousser les/ses limites, découvrir d'autres façons de faire/voir* ».





MICHEL WELTER, gérant SCEA Cote de la Justice.

1990 -1996 : Ingénieur fourrage, spécialisé gestion du pâturage - ITCF (Arvalis)

1996 -2008 : Agriculteur producteur de lait - GAEC (trois associés) - 80 vaches laitières -250 ha dont 120 ha de cultures

2009 -2019 : Chef de projet « Ferme des 1000 vaches ».

La « Ferme des 1000 vaches », créée en 1995, s'est associée à 8 autres exploitations. Ce regroupement a pour objectif la mise en commun des moyens de production (intrants, matériel et gestion de la main d'œuvre). Une équipe de 30 UTH* salariées gère une SAU* 980 ha et un troupeau de 880 vaches laitières (2019).

« *La philosophie de notre exploitation : bâtir un nouveau modèle économique agricole pérenne pour produire une nourriture de qualité, respectueuse des hommes, des animaux et de l'environnement* ».



FRANCIS CLAUDEPIERRE, éleveur de vaches laitières en Meurthe et Moselle ; production de lait et fromages Bio et méthanisation depuis 2002.

Francis Claudepierre est président de l'Association des Agriculteurs Méthaniseurs de France et président de Trame.



FRANÇOIS PURSEIGLE, professeur des universités en sociologie à l'Institut National Polytechnique de Toulouse, il dirige le département de Sciences économiques, sociales et de gestion de l'ENSA de Toulouse. Ses travaux portent sur l'étude des innovations organisationnelles et des transformations du travail qui conduisent à l'émergence à l'échelle mondiale de nouvelles formes d'organisations de l'entreprise et du travail en agriculture. Il s'intéresse tout particulièrement au fonctionnement des très grandes entreprises agricoles et au comportement entrepreneurial de leurs dirigeants.

* RENCONTRE DU 5 NOVEMBRE 2019

Quelles sont les organisations collectives ou de service émergentes autour de l'activité agricole ?

De multiples propositions voient le jour, à l'initiative des agriculteurs eux-mêmes ou d'entreprises souvent numériques, pour mettre en réseau les agriculteurs et/ou leur apporter du conseil ; le recours à des entreprises des travaux agricoles pour effectuer de multiples tâches sur l'exploitation (techniques ou administratives) prend de l'ampleur.

Par ailleurs, en lien avec la ville, de nouvelles formes d'organisation collective se mettent en place : comment redessinent-elles l'activité agricole ?

Quelle place ces structures et réseaux prennent-ils dans « l'écosystème agricole » et quel est leur mode de fonctionnement ?

Nous nous posons également la question des lieux d'apprentissage et des lieux de socialisation pour les nouveaux entrants.

INTENTION

Mieux appréhender la place nouvelle que prennent les réseaux au sein de « l'écosystème agricole », s'ils sont sources de nouvelles modalités d'apprentissage, et comment les nouvelles formes d'organisation collective qui se mettent en place redessinent l'activité agricole.

LES QUESTIONS POSÉES AUX INVITÉS

→ Comment qualifieriez-vous l'originalité des services que vous proposez, ou dont auraient besoin les agriculteurs ou les acteurs du milieu agricole ? Quels manques sont selon vous à combler ? Quelles opportunités offre le milieu agricole que n'offriraient pas d'autres milieux ?

*UTH : unité de travail humain - SAU : surface agricole utilisée.

- Comment définiriez-vous le service rendu à l'agriculture ? Apporte-t-il des moyens ou des formes de socialisation et d'apprentissage nouvelles ?
- Voyez-vous des limites que vous auriez envie de dépasser ?
- Qu'est-ce qui caractérisera selon vous le prochain contrat social entre l'agriculture et la société ? Pour préparer l'avenir, qu'est-ce que, selon vous, la recherche, le développement, le conseil et la formation doivent travailler en priorité ?

LES INVITÉS



DAMIEN DE RIBEROLLES, Directeur d'AgriLand France depuis 2013, société d'aide à la gestion d'exploitation agricole pour le compte de tiers. Deux co-entreprises (à Laval et Arras) suivent 3 850 ha avec un rythme de croissance moyen annuel de 450 ha. « Notre métier : en tenant compte des desiderata de l'exploitant et des spécificités pédoclimatiques du site, garantir un management d'exploitation optimal (économiquement et agronomiquement), transparent et transmissible. Notre collaboration s'inscrit dans une vision à long terme dans laquelle l'exploitant reste décisionnaire de toutes les orientations stratégiques de son entreprise. Notre ambition à moyen terme : faire en sorte que les exploitations clientes, et sur la base du volontariat, soient certifiées Haute Valeur Environnementale ».



DENIS FUMERY, agriculteur en Grandes Cultures à Cergy-Pontoise en milieu urbain et péri-urbain (agriculture de précision et intégrée, blé, orge, betterave, féverole, pois) ; un passé d'arboriculteur en Vallée de Seine avec une commercialisation parisienne. Denis Fumery est également « Agri-communicant » vis-à-vis de ses voisins citadins, « Prof-agri » depuis 2000 et président de l'association « Rencontre Ville-Campagne » depuis 2014 (partage de la Passion Métier), ambassadeur Passion Céréales, ambassadeur « AgriDemain » et « Twittos » au quotidien (membre de FranceAgriTwittos).



PAUL MAZERAND, chargé de mission Economie agricole et alimentaire à Terres en Villes. Paul Mazerand est animateur du Réseau national des Projets Alimentaires Territoriaux dont Terres en Villes est chef de file. Terres en Villes est un réseau de territoires, d'agglomérations et métropoles auquel adhèrent les collectivités et chambres d'agriculture. Le réseau fait le lien entre agriculture, alimentation et ville, mettant en vis-à-vis les élus professionnels agricoles et les élus politiques et leurs techniciens.



PIERRE LABARTHE, chargé de recherche en économie au sein du département ACT (Sciences pour l'Action, les Transitions, les Territoires) d'INRAE. Depuis 2007, Pierre Labarthe mène des travaux combinant approches qualitatives et quantitatives pour analyser les effets des transformations de la R&D sur les dynamiques d'innovation dans le secteur agricole. Ces travaux portent sur : 1. Le conseil agricole, en contribuant à renouveler les cadres d'analyse du conseil pour comprendre les conséquences des tendances à la commercialisation et de privatisation de ces services ; 2. Les situations de verrouillage technologique, approchées à partir des mécanismes économiques de production des connaissances au sein du secteur agricole ; 3. Les politiques publiques d'innovation.

* 26 NOVEMBRE 2019

Que sait-on de la manière de construire les arbitrages par rapport aux enjeux ?

Alors que l'agriculture est aujourd'hui confrontée à des injonctions ou contraintes multiples d'ordre environnemental, économique et social, et placées à différentes échelles, exploitation/territoire/région/France/Europe/planète, comment se construit la décision ?

De quel degré d'autonomie l'agriculteur dispose-t-il ?

Quelles sources d'informations utilisent-ils pour effectuer ses arbitrages ?

Quel niveau de cohérence entre les politiques publiques européennes et nationales et l'exercice des activités agricoles ?

Comment s'articulent les différentes échelles ?

INTENTION

Mieux percevoir comment l'agriculteur construit sa décision, l'influence des injonctions et contraintes multiples d'ordre environnemental, économique et social, la combinatoire (ou non) des différentes échelles : exploitation /territoire /région /France /Europe /planète.

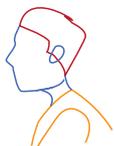
Interroger la forme d'autonomie qui se construit aujourd'hui, les sources d'informations efficaces pour construire les trajectoires.

LES QUESTIONS POSÉES AUX INVITÉS

- Comment qualifiez-vous le degré d'autonomie avec lequel l'agriculteur, l'agricultrice, construit ses décisions ? Comment sont prises en compte les contraintes des autres parties prenantes ? Voyez-vous un décalage entre autonomie de décision et encadrement des politiques publiques ?
- Quelles sources d'information sont, selon vous, les plus utilisées pour prendre vos décisions, quels modes d'arbitrage sont actuellement expérimentés ?
- Quelles sont, selon vous, les problématiques émergentes majeures et de quoi aurez-vous besoin pour y répondre ?
- Qu'est-ce qui caractérisera selon vous le prochain contrat social entre l'agriculture et la société ? Pour préparer l'avenir, qu'est-ce que, selon vous, la recherche, le développement, le conseil et la formation doivent travailler en priorité ?

LES INVITÉS

OLIVIER TOURAND, est agriculteur, installé depuis 2003 à Chambonchard (23) en système polyculture-élevage (127ha de SAU, 60 vaches charolaises, système naisseur-engraisseur, 50 brebis et 45 ha de cultures : blé, orge d'hiver, triticales et maïs). Olivier Tourand a un salarié en groupement d'employeur et service de remplacement trois jours par semaine. Il est président de la FNGEDA*, président de l'EPLFPA* d'Ahun et membre de chambre d'agriculture. Il est également en charge du dossier AP3C : Adaptation des Pratiques Culturelles au Changement Climatique.



AUDE RIDIER est maître de conférences en économie à Agrocampus Ouest où elle enseigne l'économie et la gestion de l'exploitation agricole, la gestion du risque et la modélisation bioéconomique. Ses travaux de recherche portent sur l'adoption d'innovations et de nouveaux modèles de production agricoles. Ils portent également sur l'évaluation conjointe, économique et environnementale, des changements de pratiques de production ainsi que sur l'évaluation des impacts des politiques agricoles et agro-environnementales.



*FNGEDA : Fédération nationale des groupes d'études et de développement agricole.

*EPLFPA : Etablissement public local d'enseignement et de formation professionnelle agricoles.

Et le témoignage de **PHILIPPE NOYAU** (également représentant de l'APCA au sein du GIS Relance agronomique). Philippe Noyau est agriculteur en GAEC à Nourray avec son épouse et son frère : grandes cultures, maïs de semence, asperges vertes, noyers, volailles en vente directe, gîte rural. Président de la Chambre Régionale d'Agriculture Centre-Val de Loire depuis mars 2019, membre du Bureau de l'APCA, président de la commission Productions Végétales à l'APCA, élu à la Chambre d'agriculture du Loir-et-Cher depuis 30 ans, vice-président de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne.

* RENCONTRE DU 28 JANVIER 2020

Ce qui fait l'attrait du métier d'agriculteur

Le monde agricole bénéficie aujourd'hui, à l'image des autres secteurs d'activité, d'une analyse plus précise des conditions de travail. Que peut-on en dire aujourd'hui ? Quelles sont ses difficultés spécifiques par rapport à d'autres secteurs d'activité ? Qu'est-ce qui attire les jeunes (et moins jeunes non issus du monde agricole) vers ce métier, ou à l'inverse qu'est-ce qui les en détourne ?

INTENTION

Mieux caractériser de quoi se compose l'attrait du métier d'agriculteur aujourd'hui, alors que nous avons identifié, dans un travail préalable de préparation, trois besoins majeurs :

- 1) la nécessité de repenser les métiers de l'agriculture,
- 2) la nécessité de prendre le point de vue des jeunes et
- 3) le besoin de trouver les moyens d'articuler ces activités avec la société.

LES QUESTIONS POSÉES AUX INVITÉS

- Si vous deviez décrire le métier d'agriculteur d'un autre point de vue que le vôtre : en tenant compte de la diversité des personnes et personnalités qui s'engagent dans le métier et de la diversité des métiers qui font aujourd'hui l'agriculture, que diriez-vous ?
- Si vous deviez expliquer ce qui attire aujourd'hui les jeunes dans l'agriculture, que diriez-vous ? Est-ce la modernité, le rapport à la technique, au vivant, à la terre ? Selon vous, qu'est-ce qui fait sens pour eux ?
- Si vous deviez imaginer la société collective agricole de demain, quelle serait-elle ? Ou bien : si le territoire était plus qu'un espace, mais aussi un centre de projets, une valeur, un lieu de profit, comment décririez-vous vos métiers ?
- Qu'est-ce qui caractérisera selon vous le prochain contrat social entre l'agriculture et la société ? Qu'est-ce que, selon vous, la recherche, le développement, le conseil et la formation doivent travailler en priorité ?

LES INVITÉS



AGNES PAPONE. Anciennement chercheuse en prévention du VIH en Afrique du Sud, Agnès Papone se convertit à l'agriculture biologique en 2010, avec une commercialisation en circuits très courts. La ferme sert également d'incubateur à de nombreux autres nouveaux-entrants. A ce titre, Agnès Papone fait partie du conseil consultatif du projet H2020 « Newbie » qui promeut l'accompagnement de ce type de reconversion. Passionnée par l'innovation sociale, collaborative et coopérative, Agnès Papone est élue au Groupement d'Action Locale de LEADER* et administratrice du Service de Remplacement des Alpes-Maritimes.

*Liaison Entre Actions de Développement de l'Économie Rurale.



SANDRINE LE FEUR est députée de la 4^{ème} circonscription du Finistère et membre de la Commission Développement Durable et Aménagement du Territoire à l'Assemblée Nationale. Agricultrice en bio, elle est particulièrement sensible aux sujets d'alimentation, santé, environnement et enjeux de la ruralité. Elle fut notamment responsable du texte sur la Loi EGAlim, pour l'équilibre des relations commerciales dans le secteur agricole et alimentaire et une alimentation saine, durable et accessible à tous.



BORIS SAENGER est éleveur de volailles dans le Jura, installé en 2011 hors cadre familial. La production est biologique et la commercialisation en circuits courts et vente directe. Les objectifs de Boris Saenger : « *produire des aliments de qualité respectant au mieux l'humain (par des emplois agricoles intéressants, valorisants et pérennes) et les animaux ; créer une dynamique locale à travers de nouveaux emplois, une distribution au plus proche et une ouverture de notre ferme au public ; rendre l'exploitation viable et transmissible* ».



VINCENT LEPREVOST est directeur de l'EPLFPA du Loiret, Etablissement Public d'Enseignement Agricole qui regroupe trois lycées, un centre de formation par apprentissage et un centre de formation pour adulte dans les domaines de l'agriculture, des agroéquipements, du paysage, de l'horticulture, de la forêt et de la gestion des milieux. L'établissement accueille 1200 jeunes de la quatrième au Master ainsi que des étudiants en classe préparatoire aux concours Agro et Vét.



NATHALIE HOSTIOU est chercheuse à INRAE au sein de l'UMR Territoires (Clermont-Ferrand) et conduit des recherches sur le travail en élevage. Elle s'intéresse plus particulièrement au rôle des conduites d'élevage pour simplifier le travail, et aux transformations du travail des éleveurs, liées à l'adoption de nouvelles technologies ou de pratiques agro-écologiques. Elle a également développé des méthodes pour qualifier et évaluer l'organisation du travail. Elle a co-animé le Réseau Mixte Technologique « Travail en Elevage » jusqu'en 2018.

LES MEMBRES DU GIS AYANT PARTICIPÉ À CES RENCONTRES

Christian Huyghe (INRAE, président du GIS Relance agronomique), Philippe Noyau (APCA - Chambres d'agriculture France), Jean-Paul Bordes (ACTA - Les instituts techniques agricoles), Helene Gross (ACTA - Les instituts techniques agricoles), François-Xavier Delepine (Trame), Jean-Pascal Hopquin (Agro-Transfert Ressources et Territoires), Jerome Mousset (Ademe), Claude Bernhard (Agreenium), Emilie Rannou (La coopération agricole), Antoine Poupart (InVivo), Jean-Francois Sarreau (IAD), Benedicte Herbinet (Ministère de l'agriculture - DGER¹), Philippe Vissac (Ministère de l'agriculture - CGAER²), Cecile Detang-Dessendre (INRAE), Muriel Mambrini-Doudet (INRAE), Martine Georget (INRAE, secrétaire générale du GIS Relance agronomique).

GROUPE IMPLIQUÉ DANS LA PRÉPARATION DES RENCONTRES

Martine Georget, Muriel Mambrini-Doudet, Philippe Vissac, Jérôme Mousset, François-Xavier Delepine, Claude Bernhard, Cécile Detang-Dessendre, Emilie Rannou.

Organisation des rencontres, coordination et édition de la synthèse

Martine Georget et Muriel Mambrini-Doudet

Directeur de la publication

Christian Huyghe

Création graphique et mise en page

Sophie Colasse

Pour citer ce document

Georget M., Mambrini-Doudet M., coord., 2020. Les transformations du monde agricoles et de ses acteurs. Livret 1. GIS Relance agronomique, 33 pages.

1.DGER : Direction Générale de l'Enseignement et de la Recherche.

2.CGAER : Conseil Général de l'Alimentation, de l'Agriculture et des Espaces Ruraux.

**LES TRANSFORMATIONS
DU MONDE AGRICOLE
ET DE SES ACTEURS**

**VERS UN NOUVEAU CONTRAT
SOCIAL AVEC LA SOCIÉTÉ**